



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

N° *DCL-BRENV-2021-74-1*

**Société VALORISATION - BOIS - ENERGIE**

**Siège administratif :**

(SIRET : 499 024 560 00033)  
233 Rue Reine Lacour  
71850 CHARNAY-LES-MACON

**Site d'exploitation :**

233 Rue Reine Lacour  
71850 CHARNAY-LES-MACON

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 ; L.171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.514-5, R.181-46 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DCL/BRENV/2019-10-1 du 10 janvier 2019 autorisant l'exploitation d'installations de collecte, transit, tri et broyage de produits forestiers et déchets non dangereux de bois à Charnay-les-Mâcon par la société VALORISATION – BOIS - ENERGIE ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 23 février 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** les observations formulées par la société VALORISATION – BOIS – ENERGIE dans son courriel du 5 mars 2021 et son courrier du 11 mars 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 28 janvier 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la hauteur du mur extérieur côté Sud, en blocs-béton, est d'environ 4,8 m ;
- les différentes zones d'entreposage de déchets et produits combustibles extérieures (hors bâtiment d'exploitation) sont séparées par des murs d'environ 4,8 ou 5,6 m de hauteur ou par aucun mur ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé impose que le mur extérieur du bâtiment d'exploitation côté Sud soit REI 120 sur une hauteur de 6 m ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé stipule que « les différentes zones d'entreposage de déchets et produits combustibles extérieures (hors bâtiment d'exploitation) sont séparées par des murs REI 120 de 6 m de hauteur » ;

**CONSIDÉRANT** que la hauteur des murs REI 120 imposée aux articles 7.3.1.1 et 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé n'est pas respectée ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les articles 7.3.1.1 et 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

La société VALORISATION\_BOIS\_ENERGIE dont le siège social est situé 233 rue Reine Lacour \_ 71850 CHARNAY-LES-MACON, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter :

- l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé, dans un délai de 8 mois en complétant le mur REI120 côté sud afin qu'il fasse une hauteur de 6 m, ou en justifiant – par le dépôt d'un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement – qu'aucun flux thermique ne sort des limites de propriétés avec la hauteur actuelle.
  - dans le 1<sup>er</sup> cas, l'exploitant transmet le planning de réalisation et les commandes validées dans un délai de 3 mois et réalise le mur REI120 de 6 m de hauteur dans un délai de 8 mois ;
  - dans le 2<sup>nd</sup> cas, le porter à connaissance devra être déposé dans un délai de 3 mois ;
- l'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé, dans un délai de 8 mois en régularisant la hauteur des murs séparatifs REI120 des différentes zones d'entreposage et en séparant toutes les différentes zones d'entreposage par des murs REI120, y compris les dépôts « affinés A ou B » ; ou en justifiant – par le dépôt d'un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement – que cette nouvelle hauteur n'apporte pas de modifications substantielles au dossier initial ;
  - dans le 1<sup>er</sup> cas, l'exploitant transmet le planning de réalisation et les commandes validées dans un délai de 3 mois et réalise le mur REI120 de 6 m de hauteur dans un délai de 8 mois ;
  - dans le 2<sup>nd</sup> cas, le porter à connaissance devra être déposé dans un délai de 3 mois.

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article

### **Article 3 – Information des tiers**

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Charnay les Mâcon pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Charnay.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>).

#### **Article 4 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de la commune de Charnay-les-Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie leur sera faite

Fait à Mâcon, le **15 MARS 2021**

Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT